

Les mobilisations populaires des 6, 7 et
8 juillet 2018 en Haïti : l'explosion d'une
crise systémique et l'avènement d'une
nouvelle forme d'action protestataire
appelée « peyilòk »

Magalie Civil

Cahiers internationaux de sciences sociales, vol I, no I, juillet 2024

© Éditions Charesso. 2024

Résumé – Cet article propose une analyse sociologique des mobilisations populaires qui ont eu lieu les 6, 7 et 8 juillet 2018 en Haïti, à la suite de la décision de l'administration Moïse/Lafontant d'augmenter les prix des carburants. Il met en évidence certains facteurs sociopolitiques et mécanismes divers qui ont conduit à ces manifestations. Considérées comme le point d'éclatement d'une crise systémique, ces mobilisations découlent de la spontanéité créative des classes populaires et d'un travail de conscientisation effectué préalablement par des militant·e·s. Cette analyse à visée herméneutique se base sur des données coproduites à partir des entretiens semi-dirigés et des groupes de discussion réalisés lors d'une enquête qualitative de terrain dans le cadre d'une thèse de maîtrise en sociologie.

Mots-clés – Haïti, mobilisations populaires, crise systémique, spontanéité créative, conscientisation.

Abstract – This article offers a sociological analysis of the popular mobilizations that took place on July 6, 7, and 8, 2018 in Haiti, following the decision of the Moïse/Lafontant administration to increase fuel prices. It highlights certain sociopolitical factors and the various mechanisms that led to these demonstrations. Considered as the breaking point of a systemic crisis, they stem from the creative spontaneity of the popular classes and from an awareness-raising work previously carried out by activists. This hermeneutic analysis is based on data co-produced from semi-structured interviews and focus groups conducted during a qualitative field survey, as part of a master's thesis in sociology.

Keywords – Haiti, popular mobilizations, systemic crisis, creative spontaneity, awareness-raising.

Rezime – Atik sa a ofri yon analiz sosyolojik sou mobilizasyon popilè ki te fèt 6, 7 ak 8 jiyè 2018 an Ayiti, apre desizyon administrasyon Moïse/Lafontant an pou ogmante pri gaz. Li mete aksan sou kèk faktè sosyopolitik ak divès mekanis ki te lakòz manifestasyon sa yo. Manifestasyon sa yo, ki se pwen eklatman yon kriz sistematik, soti nan espontaneyite kreyatif klas popilè yo ak yon travay konsyantizasyon militan yo te fè. Analiz emènètik sa a baze sou done chèchè a ak patisipan yo pwodwi ansanm apati entèvyou semi-dirije ak gwoup diskisyon ki te reyalize pandan yon ankèt sou teren pou yon tèz metrize nan sosyoloji.

Mo kle – Ayiti, mobilizasyon popilè, kriz sistematik, espontaneyite kreyatif, konsyantizasyon.

Introduction

Le 6 juillet 2018, alors que se déroulait le quart de finale Brésil-Belgique de la Coupe du Monde de football, l'administration Moïse-Lafontant annonçait une hausse des prix du carburant en Haïti de 38 % pour l'essence, 47 % pour le diesel et 51 % pour le kérosène. Peu de temps après, un autre communiqué a été publié pour signaler une augmentation des tarifs du transport public d'en moyenne 50 % (Baron, 2018). Cette décision du gouvernement a déclenché l'une des protestations les plus explosives de l'histoire du pays. En effet, « pour contester la décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant, la population a procédé à un blocage généralisé. Quelques minutes après l'annonce de cette décision, la zone métropolitaine de Port-au-Prince fut bloquée, certaines personnes qui n'avaient pas quitté leurs lieux de travail y sont restées coincées pendant trois jours. » (Civil, 2021, p. 3) Presque instantanément, la population a mis en place une multitude de barricades qui a paralysé quasi totalement la circulation.

Les protestations se sont étendues à d'autres centres urbains du pays et ont duré trois jours. Ces trois jours de protestation ont été marqués, entre autres, par une paralysie totale de toutes les sphères d'activités, des manifestations, et des pillages de certains magasins. Selon le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) et la Commission épiscopale nationale Justice et Paix, « les 6 et 7 juillet 2018, au moins vingt (20) personnes ont perdu la vie. Un enfant a été blessé. De plus, quatre-vingt-quatre (84) entreprises commerciales et cinq (5) institutions étatiques ont été vandalisées et/ou incendiées. » (RNDDH, 2019, p. 4) Les médias se sont référés à ces événements comme un déchaînement de violences (vague de violences, violences urbaines, manifestations violentes...), d'émeute, de soulèvement populaire.

À cet effet, Frédéric Thomas souligne les enjeux définitionnels du concept de soulèvement populaire :

Les dictionnaires évoquent un « mouvement collectif et massif de contestation, de révolte », synonyme d'insurrection, de rébellion et d'émeute. Le curseur est donc mis sur l'action, sur l'impulsion et la spontanéité qui l'accompagne. Quant à « populaire », l'adjectif renvoie tout à la fois à la composition sociale des manifestations, au large spectre de catégories de la population y prenant part, et à l'affirmation même des acteurs (2020, p. 8).

Cette définition nous paraît pertinente, parce qu'elle permet de saisir les actes de protestations qui se sont produits ces trois jours par rapport à leur soudaineté, et met l'accent sur les profils sociodémographiques diversifiés des acteurs qui sont au cœur de ces protestations.

Le soulèvement fait événement. Temps de l'éclat et du surgissement, il déchire la fausse impression de linéarité historique, et fixe un avant et un après. En l'espace de quelques heures, des dizaines ou des centaines de milliers de personnes, elles-mêmes étonnées de leur puissance, sortent dans les rues, occupent places et avenues. La routine est suspendue, les gouvernements comme les commentateurs, pris de court. La surprise est à la hauteur de la soudaineté d'abord, de la spontanéité, de l'accélération ensuite, de la révolte enfin (Thomas, 2020, p. 10).

En ne dérogeant pas aux discours qui qualifient les événements 6, 7, 8 juillet de soulèvement populaire, discours que les acteurs protestataires que nous avons rencontrés mobilisent eux-mêmes pour faire sens de ces événements, nous les aborderons en tant que mobilisations populaires.

La mobilisation populaire se réfère aux types d'action collective, réalisée de façon violente ou pacifique par des ensembles importants de citoyens ou d'aspirants-citoyens, lesquels dans leur grande majorité, proviennent de secteurs défavorisés et/ou subalternes de la population, et visent à exprimer en commun leurs griefs, leur mécontentement et matérialiser leurs vœux (Hector, 2006, p.22).

Cependant, la mobilisation populaire n'implique pas nécessairement la précipitation de l'action protestataire, contrairement au soulèvement populaire. Le soulèvement populaire met également en lumière des problèmes sociaux latents. En effet, « loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein, les soulèvements populaires naissent sur un terreau commun, composé d'inégalités et de griefs, de luttes passées et d'accumulation de frustrations sociales » (Thomas, 2020, p.10). Nous privilégions le terme de mobilisation populaire dans l'énonciation de ces événements, car les 6, 7, 8 juillet 2018 ont ouvert la voie à un cycle de mobilisation dont l'intensité est l'une des caractéristiques d'une crise systémique (Hector, 2006).

Il s'agit de penser les crises à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'état — passages à des états critiques — des systèmes sociaux. À l'encontre de toutes les formes de réification des institutions, il s'agit dès lors d'aborder les « structures », « organisations » ou « appareils » en tenant compte de leur sensibilité aux mobilisations, aux coups échangés, à l'activité tactique des protagonistes des crises. Mais il s'agit aussi de déchiffrer simultanément les logiques de situation qui, dans de tels contextes tendent à s'imposer à ces acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements. (Dobry, 2009, p. 35-36)

Cette conceptualisation de la crise nous permet, d'une part, de situer cette analyse dans le domaine de la sociologie des mobilisations,

puisque celle-ci « s'emploie à répondre à la question des logiques par lesquelles les individus en viennent à se réunir pour défendre des projets revendicatifs. » (Fillieule, 1997, p. 19) D'autre part, elle permet d'articuler ces trois jours de mobilisations populaires à l'explosion d'une crise systémique ou multisectorielle, « au cours de laquelle tous les champs structurant la vie sociale se retrouvent plus ou moins affectés. » (Hector, 2006, p. 78)

Dans cet article, nous explorerons les facteurs sociopolitiques qui ont mené aux mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 et nous expliquerons comment différents mécanismes ont contribué à leur naissance. Nous nous baserons sur un ensemble de données empiriques constituées de onze entretiens semi-structurés et de trois groupes de discussion réalisés dans les quartiers populaires de Bélair, Solino et Fort-national.¹ Cette recherche a été menée dans le cadre d'une thèse de maîtrise en sociologie, à partir d'une enquête qualitative de terrain (Paillé et Mucchielli, 2016). Cet article vise à apporter une contribution empirique à la compréhension des mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet. Par sa visée herméneutique, l'analyse se concentre principalement sur le discours des acteurs protestataires impliqués dans le cycle de mobilisations qui a commencé durant ces trois jours.

Point d'éclatement d'une crise systémique

Le 6 juillet 2018 marque l'émergence d'un grand mouvement populaire² en Haïti, qui a donné naissance à une action protestataire

1. Les entretiens et les groupes de discussion ont été réalisés en créole haïtien, ultérieurement traduits en français par l'auteurice.

2. Les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 amorcent un grand mouvement populaire contemporain en Haïti, marqué par diverses formes de mobilisations au cours de l'année 2019 : les mobilisations liées au mouvement *PetroCaribe*, les différentes périodes de *lòk* (diminutif de *peyilòk*), l'émergence de nouveaux acteurs organisationnels et un consensus politique sur la nécessité d'une transition de rupture et d'un procès pour la dilapidation du Fonds *PetroCaribe*.

inédite : le *peyilòk*³. À la lumière de Michel Hector (2006), nous entendons par grand mouvement populaire, des luttes intenses menées principalement par les couches populaires opprimées sur une période donnée, portant des revendications socio-économiques, qui prennent une orientation antisystème.

Chacune [de ces grandes mobilisations populaires] a cristallisé soit un vague projet politique de régénération sociale massivement soutenu par les couches opprimées de la population, soit même une tentative de conquérir le pouvoir central en vue de réaliser enfin l'intégration dans la nation de larges secteurs marginalisés des villes et/ou des campagnes (Hector, 2006, p. 17).

Quant aux mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018, elles ont marqué un des points culminants d'une crise que le régime politique PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale), les oligarchies haïtiennes et la communauté internationale impérialiste fabriquent depuis plusieurs années. Ces événements ont bousculé la temporalité des luttes, rendant le cycle de mobilisation⁴ plus court. Cela semble refléter l'incapacité de l'État haïtien et des oligarchies (locales et/ou internatio-

3. Le *peyilòk* a révélé une triple réalité discursive qui fait de ce dernier une action protestataire de type manifestant à la fois offensive, défensive et expressive. Offensive, par rapport à sa forte capacité perturbatrice, il peut générer une paralysie totale de toutes les sphères d'activités. Défensive, dans sa dimension tactique et stratégique, il parvenait à contrecarrer la répression des forces de l'ordre qui ciblent les protestataires en les empêchant d'atteindre physiquement certains foyers de résistance. Expressive, en tant que forme de dénonciation d'une violence structurelle, il portait un questionnement du modèle étatique néolibéral, anti-citoyen et subalternisé (Civil, 2021).

4. Le concept de cycle de mobilisation (ou 'cycle of protest', 'cycle of collective action') a été proposé par Sidney Tarrow lors d'une étude dédiée aux mouvements sociaux en Italie à la charnière des années 1960 et 1970. Il s'agit d'une « vague croissante, puis décroissante, d'actions collectives étroitement liées et de réactions à ces actions » (1995, 95), qui serait observable en présence de cinq éléments : l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles et de nouvelles interprétations du monde, ainsi que d'idéologies et l'extension du répertoire d'action » (Sommier, 2020, p. 175-176).

⁵⁾ de contenir les mouvements de protestation et de répondre aux revendications sociales. Le contexte social qui a conduit à ce grand mouvement populaire était fortement marqué par des luttes sociopolitiques plurielles remontant à la fin du mandat présidentiel (2011-2016) du prédécesseur de Jovenel Moïse.

Ces trois jours de mobilisations populaires cristallisent l'explosion d'une crise systémique. Ce type de crise offre « la possibilité d'un brusque passage du peuple objet au peuple sujet de l'histoire. » (Hector, 2006, p. 18) En fait, « trois éléments s'imbriquent pour caractériser une grande crise : mobilisations populaires, accentuation de la détérioration des conditions de vie, affaiblissement du régime politique » (Hector, 2006, p. 85). Depuis les 6, 7 et 8 juillet 2018, ces trois éléments ponctuent en autres la réalité sociopolitique en Haïti.

Depuis l'élection de Jovenel Moïse en 2016, les mobilisations protestataires s'étaient intensifiées en Haïti. Avant les trois jours de mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018, plusieurs vagues de protestations avaient marqué son mandat. Son élection elle-même fut contestée sur fond de mobilisations populaires. Parmi les plus notables, il y a les protestations contre le projet de loi de finances 2017-2018, auxquelles le gouvernement a répondu par la répression. En effet, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique de l'époque, M. Heidi Fortuné, a tenu des propos menaçants à l'égard des manifestants, sous prétexte de protéger les citoyens haïtiens, leurs biens et le patrimoine de l'État. Dans un communiqué, il a déclaré que « des instructions formelles ont été passées au Commis-

5. Les oligarchies internationales sont formellement représentées par le « Core Group ». Bien que ce dernier n'ait aucune existence juridique, il est censé représenter l'opinion internationale en Haïti. Il intervient dans toutes les affaires du pays et constitue le principal soutien du régime au pouvoir. « Le Core Group est composé du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies, des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, de la France, des États-Unis d'Amérique, ainsi que des représentants de l'Espagne, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Union européenne. Il rassemble les membres clés de la communauté internationale présente en Haïti. Au fil des ans, sa composition a connu des changements, mais son essence reste identique » (Antoine, 2019).

du Gouvernement près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince et au Directeur général de la PNH (Police Nationale d'Haïti), afin de prendre toutes mesures appropriées; et de faire juger les coupables sans considération d'appartenance politique. » (Numa, 2017) Au cours de notre terrain, les participants ont constamment évoqué la réaction du gouvernement aux mobilisations contre le budget de 2017 pour expliquer la radicalité des mobilisations des 6, 7, 8 juillet 2018. Lors d'un entretien, Noyer, militant très actif dans les mobilisations depuis 2018, fort d'une expérience organisationnelle de plus d'une décennie, nous a confié :

La question de budget allait être un tournant important. Il a généré une vague de contestations au cours desquelles les gens ont dit non, on ne veut pas de ce budget, parce qu'il ne répond pas à nos conditions de vie, et, il est injuste parce que le gouvernement avait de l'argent, il l'a gaspillé. Maintenant, il nous demande de serrer nos ceintures. Quand le président, le régime de manière générale, va insister pour voter le budget comme tel, les gens vont avoir le sentiment qu'ils n'ont pas été entendus. C'est ce sentiment qui selon moi, a accouché de la colère les 6 et 7 juillet (Noyer, entretien avec l'autrice, 27 décembre 2019).

Il convient de noter, lorsque Noyer déclare « le gouvernement avait de l'argent », il faisait référence à la dilapidation du Fonds *PetroCaribe*. Une prise de conscience politique se formait dans l'imaginaire collectif autour de la dilapidation de ce Fonds. Un autre militant bien connu, également très actif dans le mouvement de dénonciation de la dilapidation de ce Fonds après les mobilisations du 6, 7 et 8 juillet 2018, a souligné :

N'oublions pas l'accord de *PetroCaribe*. Les gens s'étaient rendu compte de cette dilapidation, d'un pillage de ce fonds. Le fonds d'une coopération qui n'a rien apporté à la population, qui a été volatilisée. Ils ont commencé à exiger des expli-

cations et n'ont eu aucune réponse. Toute cette situation a généré une tension qui allait éclater à l'annonce de l'augmentation des prix du carburant, ce qui a occasionné les événements des 6, 7, 8 juillet (Basile, entretien avec l'autrice, 6 janvier 2020).

La question de la dilapidation du Fonds *PetroCaribe*⁶ commençait à faire de plus en plus de bruit dans la sphère publique. Plusieurs citoyen·ne·s avaient porté plainte auprès du Cabinet d'instruction contre ceux et celles qui avaient dilapidé le Fonds *PetroCaribe*, totalisant un total de soixante-deux plaintes (Geffrard, 2018). De plus, le merengue carnavalesque du groupe Brothers Posse « Danse Petro » en 2018, a porté cette question jusqu'aux strates sociales les plus éloignées des actualités politiques. Il y avait également diverses manifestations dénonçant le coût élevé de la vie, notamment celles du mouvement ouvrier sur le salaire minimum. Ainsi, souligne Frédéric Thomas, « [aussi] surprenants et inédits qu'ils soient, ces événements ne sont pas pour autant orphelins. Résonne en eux l'écho de révoltes passées, dont ils retrouvent, à partir et à la mesure du soulèvement, la trace. » (2020, p. 20)

Conscience politique et mémoire identitaire des quartiers populaires

Le carburant est un produit omniprésent en Haïti. L'augmentation de ses prix entraîne généralement une inflation du coût des produits de première nécessité et suscite souvent des contestations politiques et/ou protestations populaires. Les acteurs protestataires, dont les

6. Le pétrocaribe est un accord signé entre le Venezuela et Haïti, qui permet à ce dernier d'obtenir le pétrole à des taux préférentiels. « L'État transfère un pourcentage de ce montant d'argent (variant entre 40% et 70%) au Venezuela directement, et conserve le pourcentage restant du montant (entre 60% et 30%), qu'il place dans un fonds. Ce capital doit être réinvesti afin de stimuler le développement du pays et la croissance économique. Puisqu'il s'agit d'un prêt, l'État bénéficiaire de cet accord doit rembourser au Venezuela ce montant sur 25 ans, avec un taux d'intérêt de 1% et deux ans de sursis avant le premier versement. » (Maxoyer, 2018)

conditions de vie sont déjà précaires, sont pleinement conscients de ces enjeux. Ainsi, a affirmé un syndicaliste du milieu ouvrier lors de notre entretien :

Depuis le budget criminel jusqu'à l'augmentation des prix du carburant, tout le monde sait que le carburant est un produit transversal. Son augmentation a des impacts sur les prix des produits de première nécessité, le prix du transport, le prix de la scolarité, des vêtements, de l'énergie et d'autres biens. [...] Quand le prix du gaz augmente, ce sont les paysans qui en paient les frais, les démunis des quartiers populaires qui n'obtiennent plus d'électricité. (Douyon, entretien avec l'autrice, 31 décembre 2019)

Dans le même ordre d'idées, un autre participant, dirigeant d'un parti politique de l'opposition, a souligné : « Nous savons que le carburant en Haïti est un produit stratégique qui influence la manière dont les gens vivent. En Haïti, la majorité de la population qui dépend du carburant est dans l'incapacité de se nourrir » (Boivin, entretien avec l'autrice, 6 janvier 2020).

Il est important de souligner qu'au cours de l'année 2017, le gouvernement avait déjà augmenté les prix du carburant. À la suite de mobilisations populaires, manifestations et grèves, des syndicats de transport et le gouvernement se sont accordés, après maintes négociations et l'intervention du Sénat, sur une augmentation du prix du kérosène de 17%, celui de l'essence de 18,5% et celui du diesel de 20%. Il appert que cette révision à la baisse était complètement insignifiante dans la mesure qu'elle n'ait pas eue d'incidences sur l'augmentation du coût de la vie. La clameur publique a considéré ces négociations comme un échec. Ces expériences avec ce gouvernement ont été intégrées dans la mémoire identitaire des quartiers (Bachmann et Le Guennec, 1997) et ont poussé les acteurs à passer directement à l'action le 6 juillet 2018.

Des griefs s'étaient accumulés à l'égard de ce régime, qui n'avait jamais rien concédé face aux revendications portées lors des précédentes mobilisations, et de multiples soupçons de corruption à son encontre, notamment la dilapidation du Fonds PetroCaribe, constituaient une étincelle prête à être attisée. La population avait compris que les formes d'actions protestataires habituelles étaient inefficaces face à la surdité de ce gouvernement, en particulier lorsque le budget 2017 avait été voté malgré les contestations politiques et populaires. Elle savait également qu'elle ne pouvait pas compter sur les négociations menées par les syndicats de chauffeurs, vu l'issue des négociations sur les prix du carburant en 2017. En ce sens, Noyer nous a expliqué : « la population savait que le président ne l'écouterait pas, c'est pour cette raison qu'elle a adopté une position radicale, le blocage de tout le pays, afin de pousser Jovenel à revenir sur sa décision, et c'est ce qui l'a fait changer d'avis » (Noyer, entretien avec l'auteur, 27 décembre 2019). Grâce au blocage orchestré par la population haïtienne les 6, 7 et 8 juillet 2018, l'administration Moïse/Lafontant s'est effectivement rétractée sur sa décision. Le Premier ministre Jack Guy Lafontant a annoncé le samedi 7 juillet 2018 sur son compte Twitter : « [...] la suspension de la mesure d'ajustement des prix des produits pétroliers jusqu'à nouvel ordre » (Lafontant, 2018). Cette mesure d'ajustement, à laquelle le Premier ministre faisait référence, s'inscrivait dans le prolongement des politiques néolibérales qui contribuent fortement à l'appauvrissement de la population.

La décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant en juillet 2018 répondait aux exigences de l'accord Staff Monitored Program (SMP), signé entre l'État haïtien et le Fonds monétaire international (FMI). Cet accord avait pour objectif principal de réduire « le déficit public » en privatisant l'entreprise d'État autonome, l'Électricité d'Haïti (Ed'H), et surtout en mettant fin à la subvention des produits pétroliers. Il s'inscrivait dans un processus de libéralisation qui s'est intensifié en Haïti depuis 1987 (Barthélemy, 2008).

Ce processus se renouvelle au fil du temps à travers diverses politiques néolibérales qui ont exacerbé un grand nombre de problèmes

sociaux : « problèmes de malnutrition, problèmes d'éducation, problèmes de santé, ce sont les résultats de la politique néolibérale qui a amené l'État à se désengager progressivement de toutes les activités économiques et sociales au profit du secteur privé » (Barthélemy, 2008, p. 72). Contrairement à la prétendue stabilité macroéconomique et à la croissance économique qu'elles étaient censées générer, « la paupérisation en Haïti s'intensifie au fur et à mesure que le pays se soumet aux diktats des institutions financières internationales » (Perchellet, 2010, p. 74). L'application des politiques néolibérales s'est faite le plus souvent au détriment de certaines catégories sociales subalternes en Haïti.

En dehors de ses effets économiques, l'application de la politique néolibérale a eu aussi des effets sociaux. Elle a abouti à une augmentation du taux de chômage, d'un manque d'accès de la population à certains services de base dans l'économie haïtienne. Elle a contribué à l'aggravation des conditions de vie des couches les plus pauvres de la population et a sérieusement affecté les couches moyennes, mais a permis aux couches dominantes de la société, notamment les grands commerçants, de s'enrichir davantage. (Barthélemy, 2008, p. 68)

Grâce à un travail de sensibilisation en amont, la population a compris qu'elle se devait de résister aux mesures découlant de l'application des politiques néolibérales, qui historiquement ont impacté sa vie négativement. Par exemple, les dix-sept participants aux groupes de discussion étaient tous et toutes sans emploi. La majorité n'a jamais été salariée de leur vie. Trois d'entre eux n'ont pas travaillé depuis le début des années 1990. Ils sont d'anciens employés de Téléco qui ont perdu leur emploi à cause de la privatisation de l'entreprise. À travers leurs expériences et vécus, les acteurs des quartiers populaires parviennent à percevoir les effets de ces politiques dans leur quotidien, à anticiper leurs conséquences en contestant les décisions gouvernementales qui les illustrent. Ainsi l'a souligné Bovin :

C'est sur la base de déficit que le FMI leur a demandé d'augmenter les prix du carburant. Pour satisfaire l'international, ils l'ont augmenté. La population savait qu'elle ne pouvait pas tenir, elle savait l'impact que ça allait avoir sur les coûts des produits, par le fait que le gaz est un produit transversal. Elle savait que le poids allait être trop lourd à porter. Les masses populaires vivaient déjà en dessous de deux dollars américains par jour, alors l'augmentation des prix du carburant allait rendre les choses plus difficiles pour eux (Boivin, entretien avec l'autrice, 6 janvier 2020).

En ce sens, Tomy un ancien parlementaire et membre de l'opposition a souligné lors de notre entretien : « Les 6, 7 et 8 juillet, les gens se sont exprimés parce qu'ils n'en pouvaient plus » (Tomy, entretien avec l'autrice, 7 janvier 2020). Cette affirmation implique un ras-le-bol généralisé face à la dégradation continue des conditions de vie en Haïti et une remise en question des politiques appliquées par l'État haïtien. En plus de ces facteurs, les acteurs ont également perçu l'annonce de l'augmentation des prix du carburant, qui coïncidait avec un match de football impliquant l'équipe du Brésil, comme une « manipulation psychologique ». Un participant a déclaré : « ils ont fait un calcul. Ils se sont dit, si le Brésil gagne les gens seraient trop content à célébrer la victoire pour se préoccuper de l'augmentation des prix du carburant. Et si le Brésil perd, les gens seraient trop tristes pour se mobiliser contre la décision » (Brown, entretien avec l'autrice, 10 janvier 2020). La perception d'un tel calcul a suscité une vive colère dans les quartiers populaires, qui se reflétait encore dans les propos des participant·e·s aux groupes de discussion lors de nos activités de terrain, soit plus d'un an après les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018.

Entre spontanéité créative et travail de conscientisation

Les mobilisations populaires des 6, 7, 8 juillet 2018 ont un caractère spontané. Les militant·e·s avec lesquels nous nous sommes entre-

tenus ont reconnu avoir été surpris par ces dernières. Paradoxalement, elles résultent d'un travail de conscientisation réalisé en amont par certains de ces militant·e·s. En revanche, ce travail de conscientisation continue, qui stimule la conscience politique des classes défavorisées à se révolter face à des situations injustes, a donné naissance à une action protestataire qui a outrepassé la créativité des acteurs organisationnels qui généralement cadrent les luttes protestataires en Haïti.

La représentation qui est faite des mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 dans la presse locale et internationale, et même dans nos données révèle leur caractère spontané. Nous saisissons la spontanéité de ces mobilisations par l'effet de surprise qu'elles ont suscité. Généralement, l'augmentation des prix du carburant en Haïti suscite des mobilisations. Cependant, personne ne s'attendait ni à la mise en forme ni à l'intensité des mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018. Même les militant·e·s qui réalisaient un travail de conscientisation constante sur la conjoncture ont été surpris·e·s par l'ampleur, la soudaineté, les performances de ces mobilisations populaires.

Dans le groupe de discussion réalisé dans le quartier Solino, l'un des participant·e·s a révélé : « Les 6, 7, 8 juillet représentent une forme de résistance à laquelle l'État ne s'attendait pas » (Dany, discussion en groupe avec l'autrice, 7 janvier 2020). En même temps, il a poursuivi, « on les avait avertis. On leur a dit que s'ils augmentaient les prix du carburant, voilà ce qui arriverait. Notre arme la plus puissante que nous avons en tant que militants est notre barricade. Dès que l'État prend une mauvaise décision, nous avons recours à nos barricades ». En fait, la spontanéité attribuée à ces mobilisations n'est pas liée au fait qu'elles aient eu lieu. Par ailleurs, Basile a abondé dans le même sens que Dany lors de notre entretien:

Les événements des 6, 7, 8 juillet 2018, c'est quelque chose que tout le monde a vu venir, on en avait parlé dans les radios, sur les réseaux sociaux. Comment dire (*pause réflexive*) c'est un mécontentement, une grogne, un cri par lequel les gens ont

exprimé leur désespoir. Ils ont trouvé un déclencheur dans l'augmentation du carburant. Ils avaient averti le pouvoir de ce qui se passerait s'il augmentait le prix du gaz (Basile, entretien avec l'autrice, 6 janvier 2020).

Historiquement, il existe une forme de socialisation politique des classes défavorisées en Haïti qui peut facilement générer des formes de mobilisations plus ou moins violentes, quand elle se joint à la colère et à l'indignation collective. Cette socialisation a engendré une sorte de conscience politique, décrite comme une « conscience de soi en relation avec les affaires locales et nationales, prête à agir dans l'arène politique » (Gutkind cité par Copans, 1975, p. 48). Cette conscience a été façonnée par un travail d'éducation populaire que font les organisations progressistes, et qui se fait dans les résistances quotidiennes et les luttes historiques. Cette conscience politique populaire se forge à la fois dans l'engagement militant de certains acteurs et les pratiques de résistance quotidienne des classes défavorisées. Elle est souvent décelée comme une simple question sociale dans le discours de certains acteurs. Ainsi l'illustrent les propos de Dorval, membre d'une organisation populaire dans le quartier de Fort-National :

Le peuple était déjà mobilisé sur la question du carburant, nous étions déjà dans la misère, dans le chômage, dans la pauvreté, sans logement, nous vivons mal. Puis ils ont voulu augmenter les prix du carburant. Le peuple s'est emporté d'un coup, ce n'était pas une question politique. Je peux dire que c'était une question sociale, parce que tout le monde était conscient. Même si la personne n'était pas dans la politique, dans une organisation et qu'elle n'était impliquée nulle part. Parce qu'il n'avait aucun secteur dans l'opposition qui aurait pu mobiliser ainsi les gens sur la question. Ce sont tous les dix départements qui se sont soulevés contre Jovenel, ils étaient convaincus que Jovenel était un criminel (Dorval, entretien avec l'autrice, 3 janvier 2020).

La « spontanéité » des mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 se manifeste d'une part par la réaction fulgurante de la population à la suite de l'annonce de l'augmentation du prix du carburant, et d'autre part, par la mise en forme de l'action protestataire. Voici ce que raconte un des participant·e·s :

Moi je ne dis pas que c'était planifié, mais je pense qu'il y avait un état d'esprit, que les gens étaient déjà en contestation. En revanche, la forme que la contestation a prise, selon moi elle est spontanée. Personne ne s'y attendait, ni le pouvoir, ni même le peuple ne savait. C'est tellement allé vite que je ne crois pas qu'ils avaient planifié de bloquer le pays. Ou bien, s'ils avaient prévu de bloquer le pays, je pense que certains acteurs avaient seulement pensé à mettre des barricades sur les grandes artères. (...) Il y a certaines routes qui sont des allées piétonnes, ils ont carrément mis des barricades sur ces routes. Ça, je ne pense pas que quelqu'un l'ait prévu, c'était spontané. Mais, je pense qu'il y avait un esprit de contestation dans le pays, un refus du régime, que les gens ont vécu comme n'étant pas à l'écoute de leurs revendications. (Noyer, entretien avec l'autrice, 27 décembre 2019)

La spontanéité du mouvement doit être comprise dans le contexte sociopolitique des manifestations. En effet, « l'action protestataire est toujours le résultat de processus sociaux fluctuants » (Fillieule, 1997, p. 22), par conséquent, elle ne saurait être entièrement spontanée. À l'instar d'Antonio Gramsci (1971, p. 196), « il faut souligner que la spontanéité "pure" n'existe pas dans l'histoire [...]. Dans le mouvement "le plus spontané", il est tout simplement vrai que les éléments du "leadership conscient" ne peuvent être vérifiés, n'ont laissé aucun document fiable ».

Presque tous les participant·e·s de cette recherche ont établi, lors de nos échanges, un lien entre les mobilisations des 6, 7 et 8 juillet 2018 et l'accentuation des inégalités et injustices sociales en Haïti. Dans

cette optique, Basile a souligné : « Ce qui s'est passé n'est pas une simple question d'augmentation des prix du carburant, c'est une remise en question de la structure sociale » (Basile, entretien avec l'autrice, 6 janvier 2020). Puis, il a avancé un exemple qui illustre bien son point de vue : « il n'est pas acceptable qu'une personne travaille tous les jours, vote aux élections, pour que ses conditions de vie se détériorent de jour en jour ». Les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 ont été une occasion saisie par la population pour remettre en question les structures sociales en Haïti. Elles ont ouvert la voie à un cycle de mobilisation qui est un élément central de la crise systémique à laquelle Haïti est confrontée depuis ces trois jours de mobilisations populaires.

Travail de conscientisation des militant·e·s en préparation à
l'environnement sociopolitique des mobilisations

La décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant a été perçue comme une opportunité politique qui a ouvert la voie aux mobilisations. Souvent invisibilisé dans les médias, un travail de conscientisation continu en anticipation à l'augmentation potentielle des prix du carburant avait été réalisé par certain·e·s acteur·trice·s. En effet, Gayard, un acteur qui milite dans plusieurs espaces organisationnels a déclaré :

Nous avons déjà commencé un travail de conscientisation. À la manière que les événements des 6, 7, 8 juillet se sont produits, certaines personnes disent que c'était un mouvement spontané. Il est vrai qu'il y a une part de spontanéité à la manière que les mobilisations ont surgi subitement après l'annonce de l'augmentation du prix du gaz. Cependant, c'est le résultat d'un ensemble de travail de conscientisation qui se faisait sur le terrain, sur les réseaux sociaux. Nous avons beaucoup mobilisé les réseaux pour faire circuler des messages contre cette décision que les autorités prévoyaient d'annoncer. Du coup, l'espace des réseaux sociaux a joué un rôle prépon-

dérant dans ce qui allait se passer. Parallèlement, d'autres mouvements commençaient à se développer sur la question de la corruption (Gayard, entretien avec l'auteur, 30 décembre 2019).

En effet, « la construction sociale de la protestation, à la fois au niveau des identités, de la communication persuasive mise en œuvre par les mouvements et de l'individu dans l'action » (Fillieule 1993, p. 46) joue un rôle capital dans la structuration des mobilisations. En effet, Gayard a révélé, compte tenu du contexte sociopolitique que certain·e·s militant·e·s avaient déjà commencé à structurer des espaces organisationnels afin de planifier une réponse en cas d'augmentation des prix du carburant.

Si nous prenons, en exemple, notre propre expérience au niveau *du Konbit* des organisations politiques syndicales et populaires, c'est une initiative que nous avons commencé depuis la période avril-mai 2018, peu de temps avant le grand soulèvement. Nous avons prévu qu'il allait y avoir des contestations, qu'il devait en avoir. Il fallait qu'on se regroupe avec d'autres organisations pour faire face à cette situation, et c'était la première chose qu'on a faite...

Par ailleurs, il a poursuivi en indiquant comment les militant·e·s de son regroupement ont organisé le travail de communication persuasive dont mentionne Olivier Fillieule (1993).

Depuis un mois avant l'augmentation des prix du carburant au mois de juillet, nous avons commencé à publier une série de communiqués, fait circuler des informations sur les réseaux sociaux relayant s'il augmentait les prix du carburant, tout le pays s'y opposerait, qu'il y aurait des mobilisations contre cette mesure. Mais le pouvoir ne nous a pas écoutés. Dans cette même période, on commençait déjà à travailler sur la préparation d'une grève. On réfléchissait au moment

propice à lancer la grève, avant qu'on augmente les prix du carburant ou après, pour que nous puissions mobiliser encore plus de personnes.

Bovin a abondé dans le même sens lors de notre entretien, en affirmant :

Il y a des gens qui croient réellement que c'était une chose improvisée. Ce n'était pas le cas. Il y a un groupe de progressistes qui réfléchissait sur un outil, un meilleur outil qui pouvait bousculer l'oligarchie et faire plier l'État.

Ces deux extraits nous amènent à revisiter la notion de spontanéité créative évoquée par Rosa Luxemburg. Bovin et Gayard soulignent qu'ils étaient en train de réfléchir à la forme que devrait prendre la protestation au moment où les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 ont surgi. Alors qu'ils étaient en train de réfléchir aux modalités de la protestation, la décision a été prise, et la population a réagi avant même que ces acteurs puissent lancer les mots d'ordre de mobilisation. Toutefois, le plus surprenant n'est pas tant la rapidité de la réaction, mais la créativité dans la mise en forme de l'acte de protestation. Comme le dirait Rosa Luxemburg, « l'avant-garde » s'est révélée en retard par rapport au mouvement des masses (Luxemburg cité par Péchu, 2020).

Par ailleurs, le Konbit n'est pas la seule organisation qui s'est engagée dans ce travail de conscientisation précédant les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018. D'autres militant·e·s évoluant dans différents espaces (syndicats, organisations populaires, voire des partis politiques ...) ont entrepris certaines initiatives, comme des conférences de presse sur la question. Les participant·e·s aux groupes de discussion ont expliqué qu'ils ont réagi en fonction des événements du 6 juillet. Les informations ont rapidement circulé dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les rassemblements de quartiers qui

s'étaient constitués quelques heures auparavant pour regarder le quart de finale de la coupe du monde de football (Brésil-Belgique). Ils ont rapidement répondu en utilisant tout ce qu'ils pouvaient trouver à leur disposition pour barricader les lieux où ils se trouvaient.

Considérations finales

Les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 sont importantes à analyser en tant que phénomène social, dans la mesure où elles représentent l'un des soulèvements populaires les plus substantiels qu'Haïti ait connus, et qui plus est, marquent le début d'une crise systémique. Elles sont d'autant plus significatives qu'elles ont ouvert la voie à un cycle de mobilisation qui a généré une nouvelle forme d'action protestataire en Haïti, le *peyilòk*, et ont créé un environnement sociopolitique propice à la construction du mouvement *Petro-Caribe*. En ce sens, elles ont annoncé un renouvellement des répertoires d'action protestataire en Haïti.

Affirmer que les mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018 sont spontanées et surprenantes doit être compris non pas dans le sens d'une absence totale de cadrage organisationnel, mais en matière d'action directe. Les mots d'ordre de l'action protestataire n'ont pas été émis (ni revendiqués) par les organisations populaires ou les partis politiques de l'opposition. Ces mobilisations ont émergé de l'action spontanée et créative des classes populaires. À la lumière de Rosa Luxemburg, nous dirons que ces mobilisations ont révélé une certaine autonomie des classes populaires par rapport aux acteurs qui exercent généralement un rôle de direction dans les luttes populaires. Les tactiques propres à ces protestations ont émergé directement de l'action spontanée et de la créativité des masses. C'est l'une des raisons qui explique la rapidité avec laquelle le *peyilòk*, dont elles marquent l'avènement, s'est consolidé et s'est imposé comme nouvelle forme d'action protestataire en Haïti les deux années qui ont suivi.

Bibliographie

Antoine, M. (2019, 13 juin). Core group, le mal aimé ? *Haiti Standard*. <https://haitistandard.com/core-group-le-mal-aime>

Bachmann, C., & Le Guennec, N. (1997). *Autopsie d'une émeute. Histoire exemplaire du soulèvement d'un quartier*. Albin Michel.

Baron, A. (2018a, 7 juillet). Violences en Haïti : La hausse des prix des carburants est suspendue. *TVA Nouvelles*. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/07/07/violences-en-haiti-la-hausse-des-prix-des-carburants-est-suspendue>

Baron, A. (2018b, 7 juillet). Violences en Haïti : La hausse des prix des carburants est suspendue. *TVA Nouvelles*. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/07/07/violences-en-haiti-la-hausse-des-prix-des-carburants-est-suspendue>

Barthélemy, Y. (2008). Haïti et la mondialisation néolibérale : Une nouvelle dépendance coloniale (1970-2008). *Kaye pwogressi no 1, Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitèz Desalinyèn (ASID)*.

Civil, M. (2021). Une analyse sociologique du phénomène peyilòk en Haïti [Thèse de maîtrise, Université d'Ottawa]. <http://dx.doi.org/10.20381/ruor-25844>

Copans, J. (1975). Conscience politique ou conscience de la politique ? *Cahiers d'études africaines*, 15(57), 45-55. <https://doi.org/10.3406/cea.1975.2609>

Dobry, M. (2009). *Sociologie des crises politiques: La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Presses de Sciences Po.

Fillieule, O. (1997). *Stratégies de la rue: Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po.

Fillieule, O. (Éd.). (1993). *Sociologie de la protestation : Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. L'Harmattan.

Flecher, J. (2018, 28 février). Signature du SMP entre Haïti et le FMI pour la satisfaction de certains bailleurs. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/183864/signature-du-smp-entre-haiti-et-le-fmi-pour-lasatisfaction-de-certains-bailleurs>

Geffrard, R. (2018, 19 mars). Pétricaribe : 33 plaintes déposées, le juge d'instruction attend les réquisitions du parquet. *Le Nouvelliste*. <https://lenouvelliste.com/article/184857/petrocaribe-33-plaintesdeposees-le-juge-dinstruction-attend-les-requisitions-du-parquet>

Gramsci, A. (1971). *Cahiers de prison*. Gallimard.

Hector, M. (2006). *Crises et mouvements populaires en Haïti* (2e éd.). Presses nationales d'Haïti.

Lafontant, J. G. [@LafontantGuy]. (2018, 7 juillet). Rappelant que violences et démocratie sont foncièrement incompatibles, le Gouvernement annonce la suspension de la mesure d'ajustement des prix des produits pétroliers jusqu'à nouvel ordre. [Tweet]. Twitter. <https://twitter.com/LafontantGuy/status/1015654914360475649>

Le Figaro. (2017, 15 mai). Haïti: Hausse de 18% du prix de l'essence. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/15/97002-20170515FILWW00015-haiti-hausse-de-18-du-prix-de-l-essence.php>

Luban, O. (2016). La spontanéité créative des masses selon Rosa Luxemburg. *Agone*, 59(2), 17-30.

Maxoyer, G. (2018). Comprendre Pétricaribe, l'alliance pétrolière au cœur de la crise en Haïti. *Exemplaire*. <https://www.exemplaire.com.ulaval.ca/international/comprendre-petrocaribe-lalliance-petroliere-au-coeur-de-la-crise-en-haiti/>

Michel, A. (2019, 13 juin). Core group, le mal aimé ? *Haiti Standard*. <https://haitistandard.com/core-group-le-mal-aime>

Numa, M. L. (2017, 13 septembre). Manifestation contre la loi de finances 2017-2018 ! *Haïti Liberté*. <https://haitiliberte.com/manifestation-contre-la-loi-de-finances-2017-2018/>

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Colin.

Péchu, C. (2006). Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action. <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congres-lyon2005/communications/tr1/pechu.pdf>

Péchu, C. (2020). Spontanéisme. Dans O. Fillieule (Éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2e éd., pp. 558-565). Presses de Sciences Po.

Perchellet, S. (2010). Construire ou reconstruire Haïti ? *CADTM*. <http://www.cadtm.org/Construire-ou-reconstruire-Haiti,6647>.

RNDDH. (2019). Manifestations de rue et Opération de verrouillage : Le RNDDH présente son bilan des événements de février 2019. <https://rnddh.org/manifestationsde-rue-et-op%C3%A9ration-de-verrouillage-le-rnddh-pr%C3%A9sente-son-bilan-des-%C3%A9v%C3%A9nements-de-f%C3%A9vrier-2019>

Sommier, I. (2020). Cycle de mobilisation. In O. Fillieule (Éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2e éd., pp. 174-181). Presses de Sciences Po.

Thomas, F. (Éd.). (2020). Soulèvements populaires. *Alternatives sud*, 27(4).
